

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

L'ŒUVRIÈRE

ORGANE HEBDOMADAIRE DE LA LIGUE COMMUNISTE
Section française de l'opposition internationale de gauche (Bolcheviks-Léninistes)

SPÉCIME
Le point de départ
d'une renaissance
révolutionnaire ou
un meeting de hasard?

La déclaration des
Bolcheviks-Léninistes
pour le Congrès anti-fasciste.



LES METALLURGISTES DE CITROËN
CONTRE
LES DIMINUTIONS DE SALAIRE

Le bloc des Métallos aborde la seconde étape de la lutte

La prolongation de la lutte n'a altéré en rien la cohésion du bloc des métallurgistes. La résistance des ouvriers contre la diminution des salaires, à travers les fluctuations des premiers jours, s'était tout de même dressée contre la volonté de Citroën ; Citroën avait dû reformer les portes de ses usines. Après ce premier résultat, pendant cette semaine de continuation de la lutte, la résistance des ouvriers ne s'est pas démentie. Malgré quelques faiblesses aux piquets de grèves, l'animation des ouvriers est très bonne. Les meetings de la Bourse du Travail ont suivi par une masse chaleureuse. La pression des lockouts, malgré les résistances des municipalités, a obtenu l'inscription aux fonds de chômage.

Les manœuvres de Citroën se sont multipliées sans résultat. La plupart des lettres individuelles envoyées par la direction ont été apportées par les ouvriers au comité central de grève. Les efforts de la maîtrise pour racoler des hésitants n'ont rien donné, bien qu'ils s'accroissent cyniquement sous la protection de la police qui collabore étroitement et ouvertement avec les directions du personnel des usines.

Citroën a opposé des fins de non recevoir insolentes à la délégation ouvrière. Ses colonels ont annoncé l'aggravation des sanctions déjà envisagées, mais les métallos comprennent que la victoire dépend d'eux, s'ils maintiennent et renforcent la cohésion de leur bloc.

La seconde phase de la lutte commencera avec la journée décisive du mardi 18. Citroën compte rouvrir ce jour-là pour faire accepter ses salaires réduits. Mais la lutte des métallurgistes est trop importante pour que tous les ouvriers conscients de Citroën ne tendent pas leurs forces pour barrer la route à la diminution de salaire qui menace, avec eux, tous les métallurgistes de la région parisienne. L'entraîne des métallurgistes et leur compréhension de la lutte le permet. Et les chômeurs n'ont pas répondu au misérable espoir de Citroën. Par l'union des métallurgistes, la journée du 18 doit être une seconde journée noire pour Citroën.

Dans ces quelques jours, il a fallu développer la cohésion du bloc des ouvriers en les resserrant autour de leur comité central de grève. Une initiative plus ouverte du *Syndicat unitaire des métaux* augmenterait la cohésion et la force intérieure du mouvement. Elle renforcerait en même temps dans la lutte le syndicat et la section syndicale, armature de la masse des exploités. L'appel au front unique adressé ouvertement au *Syndicat des mécaniciens* renforcerait aussi la position des combattants. Pour la cohésion interne du mouvement, de nouveaux pas en avant sont faits par les réunions d'atelier, les réunions de catégories, les réunions de langue liant plus étroitement les camarades au cours de la lutte.

La lutte des métallurgistes de Citroën intéresse largement tous les métallurgistes et tout le prolétariat de la région parisienne — dont les salaires subiront la répercussion du résultat final. Et le mouvement de Citroën repose sur le soutien que lui apporteront les ouvriers de la région.

La question de l'élargissement du mouvement se pose toujours. Le syndicat doit engager la préparation du soutien du mouvement en liant dès maintenant les ouvriers et surtout les métallurgistes de la région à suivre le mouvement de Citroën. Avec la réunion d'information des militants de la C. G. T. U., le syndicat unitaire doit envisager et réaliser les réunions d'usines, de sections techniques, les congrès d'industries — pour les métaux et l'automobile notamment — qui apporteront force et ampleur au soutien du mouvement.

Renforcement du bloc des ouvriers de Citroën.

Initiative du syndicat des métaux unitaires et front unique avec des syndicats confédérés et autonomes.

Élargissement de la grève à la métallurgie, et organisation de son soutien.

Les métallos de Citron tiennent. Avec eux il faut barrer la route à l'offensive du patronat contre les salaires.

Mardi 18 avril, à 6 heures, tous aux piquets de grève ! Pas un ouvrier dans les usines le 18 avril !

Un métallos de Citroën.

LA SITUATION EN ALLEMAGNE

LES STALINIENS AVOUENT LEUR DÉFAITE

Le Præsidium du Comité Exécutif de l'I.C. s'est décidé à publier une résolution sur « la situation en Allemagne ». C'est un misérable document de capitulation, qui dépasse de loin tout ce qui a été produit jusqu'à présent par l'exécutif. Comme il est facile de le voir, il se place sur un terrain purement opportuniste, social-démocrate.

Le schéma est très simple : 1° La ligne politique du P. C. A. « avant et au moment du coup d'Etat hitlérien », a été « parfaitement juste » ; 2° Hitler a pu venir au pouvoir parce que la social-démocratie s'est alliée à la bourgeoisie ; 3° La social-démocratie a gardé l'influence sur la classe ouvrière et le P. C. « s'est trouvé dépourvu de l'appui de la majorité de la classe ouvrière » ; 4° Dans ces conditions il fallait reculer ; 5° Le fascisme dissipera les illusions démocratiques des masses ; 6° Hitler conduit « l'Allemagne » à la catastrophe, et conclusion : soutenez les stalinistes qui vous ont toujours bien guidés !

Voilà le résumé de ce tissu de plats sophismes qui respire l'hypocrisie, la fausseté, la démoralisation, la servilité envers le « socialisme dans un seul pays ». Ne nous attendons pas sur tout cela, mais répétons qu'il ne servira à rien à Heckert et Cie de se cacher la tête sous l'aile, comme l'autruche, pour essayer d'esquiver les responsabilités encourues. Elles sont trop éclatantes.

Dans ce document de l'Exécutif, le rôle du parti communiste est tout simplement passé sous silence ! C'est inouï mais c'est ainsi. Or, c'est là la principale question. C'est pourquoi, aux affirmations d'Heckert il faut substituer les constatations suivantes :

1° La ligne du P. C. A. a été constamment fautive avant, pendant et après la venue d'Hitler au pouvoir. C'est ce que nous n'avons cessé de montrer. C'est cette ligne fautive qui a mené le prolétariat à la catastrophe. Comment expliquer que la politique a été constamment juste, et que le parti a été déseigné sans résistance ? Les « banqueroutiers stalinistes s'imaginent qu'ils pourront facilement faire avaler à l'avant-garde prolétarienne des énormités cyniques de ce calibre ?

2° Il est incontestable que la social-démocratie a été depuis la guerre une des formations politiques principales qui ont servi la bourgeoisie. Cela n'est pas une trouvaille. Mais les stalinistes n'ont-ils pas toujours répété que la social-démocratie et le fascisme, c'était la même chose ? Le social-fascisme ? N'ont-ils pas affirmé à mille reprises que les masses ouvrières suivaient la direction communiste ? La trahison systématique par la social-démocratie des intérêts du prolétariat a servi la bourgeoisie. Mas en quoi cela est-il une excuse pour le parti communiste de n'avoir pas su gagner les masses réformistes ? Rejeter les responsabilités ne signifie pas s'en défaire.

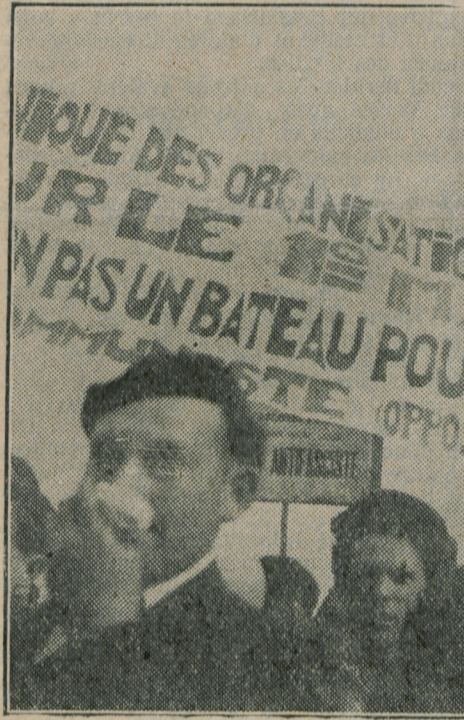
3° Le P. C. dit-on, a été privé de l'appui de « la majorité de la classe ouvrière ». Mais n'est-ce pas plus vrai de dire que c'est la majorité de la classe ouvrière qui, s'est trouvée privée de l'appui du parti ? Si et c'est comme cela qu'il faut poser la question. Selon Heckert, ce sont les masses qui sont responsables puisqu'elles n'ont pas appuyé le P. C. Mas « appuyer » pourquoi faire puisque la direction reculait et capitulait ? Le rôle des masses ouvrières n'est pas « d'appuyer » une direction d'opportunistes et de capitulaires. En réalité, c'est la tactique criminelle des stalinistes qui a empêché le parti d'appuyer, de soutenir, les masses, et par suite de les arracher à l'influence social-démocrate.

(Suite page deux.)

La manifestation de Bagnolet

A Bagnolet, la Ligue Communiste manifesta sous sa bannière qui reçut les acclamations de nombreux travailleurs. Elle appela à la constitution du front unique des organisations ouvrières pour l'organisation d'un premier mai de lutte contre le fascisme.

A la demande de Rappaud, dirigeants communistes et pacifistes bourgeois avaient au dernier moment jeté l'exclusion contre la participation d'un orateur de la Ligue. Ils n'empê-



chront pas nos efforts pour transformer la foule inorganisée d'« Amsterdam » en un front de classe organisé et puissant.

Après les élections de Boulogne Non, ce n'est pas cela « Classe contre Classe ! »

Fernand Laurent est élu. La victoire de cet affariste patriote battant le socialiste Lagorgette grâce au maintien de Duclos au second tour, n'a pas fini de troubler les rapports entre ouvriers socialistes et communistes.

Notre correspondant de Boulogne, expose plus loin les faits dans leur détail ; qu'il nous suffise de souligner qu'appliquer ainsi le mot d'ordre communiste de rassemblement ouvrier « Classe contre classe » est une défiguration bien stalinienne.

Nous ne nourrissons aucun préjugé électoral. Pour les communistes, une campagne électorale est un moyen de propagande à-vis de larges masses qui s'ébranlent durant ces périodes. A aucun prix le Parti dans ces campagnes ne doit se limiter à un programme minimum ; il doit exposer ses buts fondamentaux. Lorsque le candidat socialiste recueille un nombre de voix supérieur au candidat communiste et que le maintien au second tour de ce dernier doit entraîner la victoire du candidat de la grande bourgeoisie, le Parti, sans marchandage ni conditions, doit retirer son candidat, invitant les ouvriers à faire l'expérience qui, mieux que maints discours, leur montrera la trahison socialiste. Aucun marchandage, il ne peut s'agir de front unique là où il ne s'agit pas d'action. Une politique sans équivoque, une tactique limpide, détruite par l'expérience les illusions parlementaires que le résultat du vote révèle encore tenaces. Cette tactique aboutit à démontrer que le « jeu de la réaction » le S.F.I.O. le fait chaque jour par sa politique.

Agir autrement, c'est continuer en France la tactique qui consiste à confondre sa propre expérience de communiste avec celle de l'ouvrier réformiste ; c'est souder l'ouvrier socialiste à son parti et à ses chefs, c'est renouveler les fautes qui amèneront Hitler.

Ce n'est qu'une façade d'intransigeance qui masque l'opportuniste sur les positions fondamentales de la Révolution Internationale.

Privé d'un siège par cette tactique, Lagorgette ne se tenait pas de rage ; il dirigea la manifestation contre la Coopé unitaire, mais au fond le Bureau Politique a rendu un fier service à la S.F.I.O. de Billancourt. Longtemps les élections de Boulogne seront un écran qui masqueront aux yeux des travailleurs socialistes la trahison de leur Internationale.

La solidarité relative du Rayon ne peut pas en être point faible. Ceux que cette contrefaçon odieuse de la tactique léniniste sur ce plan local trouble, doivent en approfondir les causes et lutter avec nous pour le retour de l'I. C. dans la voie du léninisme.

LES LEÇONS DES ÉLECTIONS DE BOULOGNE

LES ÉVÉNEMENTS D'ALLEMAGNE
et les conceptions de l'opposition de gauche pour le renforcement de la lutte du prolétariat seront exposées à la **REUNION PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE**, organisée par la Ligue communiste.

LE MARDI 18 AVRIL à 20 h. 30

Salle de la Brasserie Métropole
3, rue Carnot, à Boulogne

Nous faisons appel à nos camarades et à nos sympathisants pour qu'ils viennent en nombre à cette importante réunion.

LETTRE D'UN OPPOSITIONNEL

Sur l'élection de Boulogne

« Boulogne-Billancourt, cité industrielle, dont la population est en grande majorité ouvrière, avait élu comme député en 1932, un affariste notoire, conseiller municipal de Paris, dont les tendances fascistes sont bien affirmées : Fernand Laurent. Il avait obtenu approximativement 7.800 voix contre 7.680 au socialiste Lagorgette et 2.650 au candidat du P. C. : Costes. Celui-ci avait recueilli au premier tour 3.889 voix et Lagorgette 5.227.

Fernand Laurent qui avait mené sa campagne à l'aide de corruption fut invalidé. Il a été réélu dimanche 9 avril par 8.184 suffrages contre 6.444 à Lagorgette et 2.632 à Jacques Duclos, candidat du P. C. Le premier tour avait donné :

Fernand Laurent : 5.277 voix ;
Lagorgette : 4.913 voix ;
Jacques Duclos : 4.031 voix ;
Jacobson : 3.250.

Jacobson candidat du Comité des Forges se

AUX MILITANTS COMMUNISTES DE LA RÉGION SUD-PARISIENNE !

DÉCLARATION DE CINQ EXCLUS

Cependant que dans l'aggravation des événements mondiaux la politique du centrisme stalinien démontre ses résultats funestes, la voie de l'opposition de gauche se ramène au sein du parti. Aujourd'hui, cinq militants éprouvés de la Région Sud-Parisienne s'expriment dans la déclaration suivante :

Camarades,

On vient de nous exclure du Parti. On ne nous a pas éliminés de ses rangs pour manque d'activité, pas plus que pour indiscipline dans l'action. Non ! Tous les camarades qui militaient avec nous savent que nous faisons toujours de notre mieux pour appliquer les décisions du Parti que nous remplissons consciencieusement notre devoir de militants révolutionnaires, que nous recevions des coups et que nous avons subi la répression !

On nous a exclus de notre Parti de classe, parce que nous avons dit tout haut ce que beaucoup de camarades pensent en eux-mêmes : On nous a exclus parce que nous avons relevé les erreurs innombrables et extrêmement graves de la direction actuelle du mouvement communiste, son abandon de la politique et de la stratégie léninistes ; on nous a exclus parce que nous avons dénoncé le régime bureaucratique en vigueur dans le Parti, régime d'étouffement, régime qui éteint toute vie politique, qui affaiblit le Parti et le rend absolument incapable de remplir son rôle historique. On nous a exclus parce que nous avons tiré les leçons de la cruelle expérience de notre Parti frère d'Allemagne, de son écroulement devant le fascisme, de son incapacité, non seulement de vaincre, mais même de livrer la bataille défensive !

Une crise sans précédent ébranle l'économie capitaliste ; la misère grandit parmi les exploités, mais les P.C. sont loin de se renforcer : le mouvement communiste est à l'heure actuelle, à l'échelle mondiale, bien plus faible

qu'il y a 5 ou 6 ans. Car la situation objective a beau être de plus en plus favorable, le manque d'une politique vraiment léniniste, d'une politique bolchevik ferme et suivie, fait subir au prolétariat des défaites et des humiliations sans exemple ou, dans le meilleur des cas, le fait piétiner sur place ! La politique du P.C.F. et de l'Internationale Communiste, leurs zig-zags de plus en plus contradictoires ont eu pour résultat l'affaiblissement considérable du mouvement révolutionnaire en France et nous ont fait comprendre la nécessité de lutter de toutes nos forces pour le redressement des organisations communistes, pour le retour à la politique léniniste conséquente, défendus depuis des années par l'Opposition de Gauche de l'Internationale Communiste !

Les erreurs de la politique stalinienne découlent fatalement de la théorie révisionniste, anti-marxiste et anti-léniniste du « socialisme dans un seul pays » qui subordonne la politique de toutes les sections de l'I.C. au seul objectif : éducation économique en U.R.S.S. La politique de la direction, bureaucratique n'est nullement orientée vers la Révolution mondiale : ce qu'elle poursuit à travers toutes ses acrobaties ultra-gauchistes et ultra-opportunistes, c'est d'éviter l'intervention capitaliste en U.R.S.S. Utopie funeste ! Il n'y a pas de coexistence pacifique possible entre un Etat ouvrier et le monde impérialiste ! L'avenir de la dictature du prolétariat et de l'édification socialiste dépendent finalement du triomphe de la Révolution à l'échelle mondiale ! Le gouvernement soviétique ne devrait donc pas tendre ses efforts vers la réalisation d'une économie nationale fermée ; il devrait avant tout améliorer la situation matérielle des masses ouvrières et paysannes de l'Union Soviétique, renforcer les éléments socialistes de l'économie soviétique et faire du premier Etat prolétarien

la place d'armes de la Révolution Internationale !

Le sort de la Révolution d'Octobre et du prolétariat du monde entier dépend du redressement de l'Internationale Communiste. Ce redressement est impossible sans un travail acharné au sein des *Partis Communistes*. L'Opposition Internationale de Gauche, seule, peut organiser ce travail fractionnel qui nous est imposé par le régime intérieur du Parti !

Que les bureaucrates nous accusent à volonté de poursuivre la désagrégation et la destruction du Parti ! Si c'était notre but, nous n'aurions qu'à laisser faire la clique stalinienne ! Peut-on, en effet, imaginer un meilleur moyen de démolir le mouvement communiste que la glorieuse « troisième période » avec sa « conquête de la rue », son « stade de la lutte pour le bifteck dépassé » et son « rôle dirigeant du Parti dans le mouvement syndical » ? Assez de mensonges, assez de calomnies ! Ce que nous voulons, c'est la régénérescence de l'I.C. par le retour au marxisme-léninisme et par la restauration d'une démocratie prolétarienne dans les rangs du Parti ! Notre lutte, la lutte de l'Opposition de Gauche, c'est la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière, pour la dictature du prolétariat, pour le socialisme ! Les communistes les plus sincères, les plus dévoués, les plus conscients et les plus combattifs se joindront à nous pour conserver le Parti communiste au communisme, pour assurer le triomphe du Prolétariat !

Villejuif, le 11 avril 1933.

Germaine Christophe, Villejuif, militante depuis 1919 ; Roger Christophe, Villejuif, militant depuis 1919 ; A. Julien, Vitry, militant depuis 1921 ; A. Meunier, Choisy-le-Roi, militant depuis 1928 ; T. Simon, Villejuif, militant depuis 1924.

SAMEDI 15 AVRIL, à 20 h. 30.

L'Assemblée d'information sur la situation en Allemagne

Salle des Jeunesses Républicaines, 10, rue Dupetit Thouars, (10^e) métro Temple. Des informations rapportées directement d'Allemagne seront données et un rapport sera fait par un camarade de la C. E. Venez-y nombreux ! Amenez des camarades sympathisants !

A ARMENTIERES Le front unique tient les patrons en échec

Armentières, 10 avril. Le referendum du 8 avril sur la conduite des 4 métiers a marqué un succès éclatant pour les ouvriers, un succès pour le front unique prolétarien. Incontestablement, malgré les tentatives de division du patronat, la combativité s'affirme. Les ouvriers veulent vaincre. Non seulement ils n'acceptent pas la conduite des 4 métiers, mais encore ils ne veulent pas accepter les nouveaux tarifs qui les réduisent à la famine. Malgré l'état de siège qui règne à Armentières-Houplines, malgré les provocations de toutes sortes, le bloc des grévistes se maintient, et l'aile révolutionnaire, grâce à l'organisation du front unique, gagne en influence, annihilant les tentatives des dirigeants réformistes qui considèrent le conflit « sans issue » et essayent d'amorcer l'esprit de résistance des textiles.

Jeu de dimanche, les patrons avaient ouvert leurs portes après d'abondantes distributions à domicile de prospectus et avis concernant les nouveaux tarifs. Aucune rentrée ne fut enregistrée, et vendredi, le referendum organisa une nouvelle déception au patronat : Sur 2.264 votants, 1.855 se prononcèrent contre l'emploi des 4 métiers, 377 acceptaient l'application limitée. Or, devant ces chiffres très éloquentes, que l'Huma a rélégué au 3e page, il faut faire les remarques suivantes :

1° Tous les grévistes n'ont pas voté : un grand nombre habite en Belgique et, d'autre part, seuls s'exprimaient les ouvriers des Syndicats directement intéressés. On peut donc dire que malgré son importance, ce chiffre de 1.855 voix est loin de traduire tout l'esprit de résistance du bloc des grévistes.

2° Le Comité intersyndical qui dirige la grève n'avait pas pris position officiellement. Chaque Syndicat avait pris position pour son compte. Les chrétiens avaient recommandé l'acceptation limitée ; les confédérés avaient laissé à leurs membres « le soin de voter selon leur conscience ». Seuls les unitaires avaient invité les ouvriers à se prononcer catégoriquement contre la conduite des 4 métiers. Les résultats marquent ainsi très justement l'influence acquise par chaque tendance dans la lutte commune. Or, il est clair que c'est l'influence unitaire qui est marquée le plus fortement.

3° Nous tirons par conséquent la conclusion suivante : le front unique entre les organisations syndicales, tel qu'il est constitué à Armentières, constitue une tactique juste de front unique. Les résultats sont là. Le patronat espérait la rupture de l'intersyndicale. Le maintien du bloc, et la libre expression des tendances au sein de ce bloc ont fait échec au patronat, ont affirmé les grévistes, ont empêché que les dirigeants réformistes gardent l'hégémonie sur le mouvement.

Or, la tactique suivie par le syndicat unitaire a été formellement condamnée par les Staliniens. Au Comité Central, le front unique d'Armentières a été qualifié de « néfaste, opportuniste, désastreux ». Ce n'est pas notre avis. Au contraire, la lutte des grévistes du textile est un démenti formel au « front unique rien que par en bas », « sous la direction du P. G. » (comme disait Thorez au C. C.), à la « direction indépendante des grèves » et à toutes ces formules « désastreuses », elles, qui ont conduit notre mouvement unitaire à la régression.

Il faut élargir le soutien des grévistes d'Armentières. Commencer le travail à Roubaix-Tourcoing ; pratiquer une solidarité matérielle effective, travailler sans relâche au triomphe de la tactique unitaire au sein du bloc des grévistes. Les résultats du referendum dont nous venons de dire quelques mots, et qui a grandement réjoui les ouvriers, montrent que c'est la bonne voie.

A BELFORT Quelques propositions pratiques en réponse aux calomnies

Notre groupe de Belfort vient de peine de se constituer, que déjà, de tous les côtés, on ouvre la campagne contre lui. Le « Travailleur » et le « Semeur » du 8 avril nous consacrent de longues colonnes : Rassinier nous garantit « que nous ne ferons pas recette » (sic...) et le « Semeur » se jure de nous « faire mordre la saucière ».

Bref, Rassinier et Bonnelles viennent de réaliser un premier pas dans la voie du front unique, bien que sous une forme à laquelle les travailleurs de Belfort ne s'attendaient pas : lutte contre le « trotskisme » !

Nous avons connu un Paul Rassinier, qui, après avoir aboyé pendant des années contre l'Opposition au nom d'un « stalinisme inflexible », a proclamé, en s'effondrant, l'effondrement du stalinisme.

Nous apprenons aujourd'hui à connaître un « Paul Rassinier indépendant », qui, chassé de la genèse stalinienne, s'acharne à mordre nos chausses, au nom d'un « stalinisme » non moins inflexible, cette fois.

Malheureusement, à mordre nos chausses, le « Fédéralisme Indépendant » y a perdu ses dernières dents : Rassinier ne parvient même plus à nous maintenir aux attaques du « Semeur ». Une longue colonne pour nous expliquer comment, devant « l'activité accrue du mouvement », il a inventé les « trotskismes » de Belfort ?

Déjà, la bourgeoisie est encore capable de drôles d'inventions ! Le brave rédacteur stalinien ferait mieux de demander à sa pauvre imagination d'en « inventer » d'aussi drôles !

Le « Semeur » affirme que « sans aucun travail de rassemblement », pour répondre aux critiques « faites par hasard », il s'est trouvé que notre groupe enait une réunion intérieure, bien qu'ouverte aux sympathisants, dans le même local et au même moment que nos camarades stalinistes. C'est ce que le rédacteur du « Semeur » appelle « l'organisation par Messieurs les Trotskistes d'une réunion discrète ».

Quelques camarades du Parti ne se sont pas gênés de la présence de leurs « dirigeants » pour nous poser quelques questions auxquelles nous avons répondu bien cordialement.

Tout le long de l'article, d'ailleurs, le rédacteur semble s'être assigné pour unique tâche de faire rire le lecteur... à ses dépens, bien entendu. Mais le moment n'est plus de rire ; nous désignons à désagréger, notre Parti syndicalitaire est désagréger ; les militants sont désagréger ; la bourgeoisie profite de notre faiblesse pour accentuer son offensive. Assez de fanfaronnades contre le « trotskisme ».

En réponse à toutes les calomnies, notre groupe nous propose nos propositions pratiques, qui nous permettent de lutter en commun pour le redressement du mouvement de Belfort.

Nous ne cherchons pas, comme nous en accusent le « Semeur », à constituer à côté du P. C. un nouveau Parti « sous-entendu d'opposition communiste ».

Exclus du Parti nous poursuivons inlassablement notre but : reconstituer l'unité communiste sur la base de la politique de Lénine, sur la base des 4 premiers Congrès de l'Internationale Communiste.

Des maintenant, nous proposons de fixer vous-même le jour et le lieu d'une réunion que nous vous demandons d'organiser en commun sur le sujet brûlant de l'unité des rangs communistes.

Nous sommes prêts à rejoindre le Parti Communiste dont les dirigeants stalinistes nous ont chassés.

« Les rangs ouvriers sont divisés ; chaque jour, l'unité d'action s'impose davantage. Nous pensons que le 1er mai doit être un jour de rassemblement de tous les travailleurs de Belfort. Nous demandons aux camarades dirigeants actuellement notre Parti d'organiser immédiatement avec nous la préparation de démonstration et de réunions communes pour le 1er mai ».

Nous demandons à chaque camarade du Parti d'exiger dans sa cellule la discussion de nos propositions. Nous demandons à chaque camarade d'y réfléchir honnêtement : oui ou non, le regroupement des forces communistes est-il indispensable pour aller de l'avant ?

Où ou non devons-nous travailler immédiatement à l'organisation de l'unité d'action du prolétariat ? Telle est la tâche que s'est fixée notre groupe oppositionnel, telle est la tâche qu'avait l'appui des ouvriers de Belfort, malgré les difficultés, malgré les attaques, nous ne renoncerez pas à réaliser. Le Groupe de Belfort.

La situation en Allemagne

(Suite de la première page.)

4° La conclusion de Heckert est que le parti devait reculer, puisqu'il n'était qu'une « avant-garde ». On couvre cette trahison de phrases de Lénine, mais cela ne change rien au fond : après avoir glapi et gesticulé sur la prise du pouvoir pendant des mois et années, les chefs staliniens se transforment en plats opportunistes dès que sonne l'heure de l'action. Il est mensonger de soutenir que le parti « devait reculer ». Affirmer cela, c'est justifier la capitulation, essayer de sauver l'appareil devant les yeux des ouvriers qui subissent le régime fasciste par la faute du parti. En réalité le parti, sous l'influence de V. I. C. et de Staline, refusa le combat, négligea le danger, sacrifia les masses ouvrières allemandes à l'atopie du « socialisme dans un seul pays ». Déjà en 1923, cette stratégie de la capitulation nous fut servie par Brandler, qui estimait le fascisme trop fort, que dire alors de la capitulation de 1933 !

5° Comme perspectives, on offre les vieilles ébauchures de bureaucratie sur « le fascisme qui dissipera les illusions démocratiques ». Ces messieurs ne nous ont-ils pas déjà servi cette rengaine dans le mouvement italien ? Est-ce que des ans de fascisme italien ont dissipé les illusions démocratiques dans l'esprit des masses, ou ne les ont-ils pas au contraire énormément renforcé ? Ici, on remplace une stratégie par des phrases creuses.

Les staliniciens allemands nous enseignent que la politique de trahison de la social-démocratie « dissipera les illusions » des masses. Ensuite c'est le fascisme qui doit « dissiper ». Mais en attendant, il écrase les ouvriers, les terrorise et les assassine. Les bureaucraties charlatannes oublient simplement ceci : le prolétariat allemand vient de subir une grande déception. Et quant au P. C. stalinien, il s'est rompu les os.

6° Enfin, la diplomatie de Litvinov a pris la plume pour écrire le dernier paragraphe de la résolution. C'est une scandaleuse affirmation que Hitler conduira « l'Allemagne » à la catastrophe (pour les bourgeois allemands, Hitler ne vous sortira pas du pétrin), et que sa politique extérieure lui fera de mauvaises relations avec les impérialistes voisins. Tout cela assurément de bons conseils au service de la Wilhelmstrasse. Mais de perspective sur le développement de la lutte contre l'U. R. S. S. il n'y en a pas ; les cataplasmes diplomatiques sur Litvinov et Heckert, qui ont déjà sacrifié l'unité principale du prolétariat russe ; le prolétariat allemand.

Et c'est tout ce tissu de sophismes grossiers, digne de Kautsky, qu'on offre à V. I. C. pour qu'elle reprenne confiance ? Non, cela ne réussira pas. Il faut mener une lutte acharnée pour dénoncer ces sophismes, mettre à un les responsabilités des staliniciens, aider la reconstruction du P. C. d'Allemagne sur les bases du communisme. Et à tous les membres du parti français nous demandons : un communiste peut-il défendre honnêtement ces théories « trotskistes » ? Voulez-vous qu'elles nous conduisent à la catastrophe ?

LA LETTRE D'ALLEMAGNE

De tous les coins d'Allemagne arrivent des rapports sur l'industrie textile, d'après lesquels depuis les élections et contrairement à toute attente, les affaires et l'embauche continuent à baisser. On ne peut encore distinguer clairement dans quelle mesure cela découle de la panique qui règne, de l'excitation antisémite et du mouvement de boycottage, ni dans quelle mesure cela est lié aux conditions économiques qui s'aggravent d'une manière générale.

Il semble que cet état de choses est dû en grande partie à l'excitation antisémite, bien que celle-ci n'ait pris une forme tout à fait aiguë que dans les derniers jours de la semaine passée.

Plusieurs articles n'ont pu faute de place, être insérés dans le numéro de cette semaine :

Sur une exclusion dans le 5e rayon des J. C. sur les exclusions de l'assemblée du parti à Vitry, sur une tournée de propagande de la Ligue dans l'Est, sur la grève des étudiants, sur la lettre d'un ex-jeune pupiste de Gliçh.

se. Il semble que l'atténuation du mot d'ordre de boycottage est due plutôt à l'intervention des milieux industriels qu'à celle de l'étranger ; car une bonne partie du commerce d'intermédiaire et de détail est entre les mains de juifs et l'état d'esprit de panique répandu dans ces milieux a complètement arrêté tout trafic commercial. Cela touche particulièrement la fabrication de produits de consommation et amène l'augmentation par bonds du chômage.

Ce feu d'artifice des nazis s'étant évanoui, il faut en hâte en chercher un autre. Car c'est un principe que de tenir constamment les masses en haleine sans leur laisser le temps de reprendre leurs esprits — de peur que dans un moment de sang-froid les ouvriers écroulés ne se rassemblent et ne se mettent sur un pied de défense. C'est avant tout ceci qu'il s'agit d'éviter maintenant. Mais l'antisémitisme s'étant révélé vain, le répertoire de Goebbels sera bien vite épuisé. Alors il faudra se servir de batteries plus lourdes. Hitler n'est pas Mussolini et le peuple allemand n'est pas l'Italie. Pour l'instant ils sont encore à revenir de l'étonne causé par la carence sans nom du parti socialiste et du P. C. Mais il est impossible qu'un prolétariat aussi avancé et en partie aussi éduqué ne prenne pas bientôt conscience de lui-même et ne prenne pas une attitude dialectique en face de la situation. Mais il y a un facteur objectif tout à fait important dans l'analyse de la situation historique : l'action de Mussolini était extrêmement favorable par la conjoncture mondiale qui se fit jour immédiatement après la prise du pouvoir et qui révéla dans le peuple italien l'illusion que tout cela était son œuvre. Hitler cependant prend le pouvoir au moment du plus profond ébranlement de l'économie mondiale ; tous les moyens artificiels pour ranimer le fonctionnement de l'économie capitaliste, ayant échoué, sauf un : la guerre.

La pression économique du Reich (semblable d'ailleurs à celle des autres pays) s'est élevée jusqu'à un niveau d'explosion par les mesures douanères des autres territoires économiques ; il y a de moins en moins d'issues ; pour la situation intérieure du capitalisme ainsi que pour celle du parti nazi ; il n'a pas non plus d'autre issue ; tout pousse en avant vers l'action et la seule action capable de fasciner encore l'esprit des masses et de les endormir, c'est la guerre. Lorsqu'on considère combien il est facile, étant donné l'esprit de discipline des Allemands, de les faire aller à la guerre lors de la « loi » appelle ; combien l'industrie anémiée a besoin d'une occupation profitable, avec quelle avidité le capitalisme financier attend les énormes profits que lui promet la guerre, alors on ne se laissera aller à aucune illusion ; après l'effondrement du prolétariat allemand, la guerre semble non seulement inévitable, mais tout à fait proche, surtout étant donné la carence lamentable des organisations réformatrices et staliniennes.

Il n'y a aucun doute que les sommets de l'économie ne se trompent pas sur l'importance de la guerre. Je suis à même d'indiquer l'énorme mouvement d'achat en matières premières pour la fabrication de poudre explosive. Non seulement les usines américaines constituent depuis des mois un groupe d'acheteurs considérable — mais j'ai déjà dit auparavant que la France aussi a importé une bien plus grande quantité de ce produit qu'au cours de l'importation de l'année précédente. Les statistiques démontrent que l'Angleterre et la France se tiennent à peu près la balance pour l'importation de la poudre. L'Allemagne a fait des affaires énormes dans cette industrie. La Yougoslavie a passé des commandes pour plus de 500.000 kilos.

En Pologne la capacité des fabriques de poudre de l'Etat est montée l'année dernière à 200.000 kilos par mois.

Contre qui la guerre sera-t-elle dirigée ? Il ne peut y avoir de doute à ce sujet. Il se peut qu'elle soit déclenchée entre deux gouvernements capitalistes, peut-être l'Allemagne et la Pologne. Mais il est évident qu'en fin de compte elle sera dirigée contre l'Union soviétique. L'agitation et la presse capitaliste aura beau répandre le poison et dire que seul ce grand corps étranger dans le traité économique mondial est responsable de toute la misère et qu'un bien-être ordonné ne pourra être établi avant que le pouvoir de l'Etat prolétarien soit brisé et que le vaste domaine de l'U. R. S. S. serve de domaine colonial à la surpopulation du monde civilisé.

La réussite de la lutte contre cette guerre épouvantable dépendra en premier lieu de l'Etat et de la capacité d'action de la 3e Internationale. La 2e est morte et ne ressuscitera sans doute jamais.

L. TROTSKY C'EST AU TOUR DE L'AUTRICHE

La grève générale

La clef de la situation d'aujourd'hui est aux mains du prolétariat autrichien. Otto Bauer a accueilli, avec un étonnement admirable, le fait que les ouvriers allemands, malgré l'interdiction de leurs journaux, etc., ont donné sept millions de voix aux sociaux-démocrates. Ces gens pensent que les sentiments et les convictions du prolétariat sont le fruit de leurs petits articles. Ils ont étudié Marx et l'histoire de l'Europe mais n'ont pas la moindre compréhension des sources d'énergie, d'enthousiasme, de ténacité, de création que le prolétariat est capable de développer lorsqu'il est assuré, dans la situation historique, d'une direction quelconque peu responsable.

N'est-il pas clair actuellement qu'avec une politique révolutionnaire à longue vue de la direction, le prolétariat allemand aurait déjà renversé tous les obstacles sur la voie de sa domination — et, en outre, avec un nombre de victimes incomparablement moindre que les victimes inévitables du régime fasciste ? Il faut en dire autant du prolétariat autrichien.

La politique du front unique est obligatoire actuellement, cela va de soi, en Autriche aussi, mais le front unique n'est pas une panacée : tout est dans le contenu de la politique, dans les mots d'ordre, dans les méthodes d'action des masses. Avec une liberté complète de critique réciproque, et cette condition est immuable, les communistes doivent être prêts à conclure un accord avec la social-démocratie pour les actions les plus restreintes. Mais les communistes eux-mêmes doivent en outre, être parfaitement conscients des tâches que pose le développement ultérieur des événements afin qu'à chaque étage ils dévoilent l'incompatibilité qui existe entre les buts politiques et les méthodes réformatrices.

Le front unique ne peut être la simple addition des ouvriers social-démocrates et des ouvriers communistes. Car aux frontières des deux partis, ainsi que de celles des syndicats, restent encore les ouvriers ca-

tholiques et les masses inorganisées. Aucune des anciennes formes d'organisation, alourdies par le conservatisme, l'inertie et les héritages des anciens conflits, ne peut être suffisante pour la tâche actuelle du front unique. L'actuelle mobilisation des masses est inconcevable sans la création d'organismes électifs représentant les entreprises industrielles, commerciales et des transports, les corps de métiers et les usines, les chômeurs et les couches avoisinantes de la population qui penchent vers le prolétariat. En d'autres termes, la situation en Autriche exige des soviets ouvriers si ce n'est par le nom, au moins par le rôle qu'ils ont à remplir. Le devoir des communistes est de propager avec persévérance ce mot d'ordre au cours du processus de la lutte.

La situation, qui veut que l'Etat autrichien soit séparé de l'Allemagne et relarde sur son évolution intérieure, peut — avec une politique décidée et virile de l'avant-garde prolétarienne — jouer un rôle décisif pour le salut de l'Allemagne et de toute l'Europe. Le prolétariat autrichien deviendrait sans retard le Piémont pour tout le prolétariat allemand. La victoire des ouvriers autrichiens apporterait aux ouvriers allemands ce qui leur manque actuellement : une place d'armes matérielles, un plan d'action et l'espoir de la victoire. Mis en action, le prolétariat allemand montrerait d'un coup qu'il est invinciblement plus fort que tous ses ennemis mis ensemble. Hitler, avec ses 44 % de poussière d'humanité, est plus impressionnant sur l'arène parlementaire démocratique que sur l'arène du rapport réel des forces. La social-démocratie autrichienne se tient l'écluse du peuple. Le même pourcentage de voix. Mais, alors que les nazis s'appuient sur des rebuts de la société jouant dans la vie du pays un rôle secondaire et, dans une grande mesure, parasitaire, derrière la social-démocratie autrichienne se tient l'écluse d'un peuple. Le poids spécifique de la social-démocratie autrichienne surpasse des dizaines de fois le poids spécifique de tous les fascistes allemands. Cette force ne peut se révéler dans sa plénitude que par l'action. L'initiative d'une action révolutionnaire ne peut actuellement venir que du prolétariat autrichien.

Que faut-il pour cela ? De l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace. Les ouvriers autrichiens n'ont rien d'autre à perdre que leurs chaînes, par leur initiative ils ont l'Europe et tout un monde à y gagner.

La grève générale est seulement la mobilisation des forces révolutionnaires, mais non pas encore la guerre. Recourir avec succès à la grève générale comme aux démonstrations ou aux menaces, c'est-à-dire se limiter à la seule mobilisation des forces, sans combat, cela ne serait possible que

dans des conditions historiques bien déterminées : lorsqu'il ne s'agitait que de tâches importantes mais malgré tout partielles, lorsque l'ennemi hésitait et n'attendait que les coups pour battre en retraite, lorsqu'il restait encore pour les classes possédantes un grand champ pour la retraite et la manœuvre. Il n'en est pas ainsi actuellement, lorsque toutes les contradictions ont atteint leur plus haut point d'acuité, et quand les conflits décisifs mettent à l'ordre du jour le problème du pouvoir et les perspectives de la guerre civile.

La grève générale n'aurait pu constituer un moyen suffisant de défense contre un coup d'Etat contre-révolutionnaire qu'uniquement dans le cas de manque de préparation de l'ennemi, de l'absence chez lui de forces suffisantes et d'expérience (le putsch Kapp). Mais, même dans ce cas, en repoussant la vive offensive, la grève générale n'aurait fait au fond, que rétablir la situation qui était celle de la veille du conflit et par suite elle livrerait à l'ennemi la possibilité d'utiliser l'expérience de sa propre défaite et de se mieux préparer à une nouvelle attaque. Mais la grève générale se démontre totalement insuffisante même pour des buts défensifs si l'ennemi est fort et expérimenté et d'autant plus, s'il s'appuie sur l'appareil gouvernemental — ou même s'il utilise sa « neutralité » bienveillante. Quelle que soit l'origine du conflit, la grève générale dans les conditions actuelles resserrera les rangs des partis bourgeois, l'appareil gouvernemental et les bandes fascistes et, dans ce front unique de la bourgeoisie, les éléments les plus extrêmes et les plus décidés — c'est-à-dire les fascistes — acquièrent inévitablement l'hégémonie. Face à face avec la grève générale, la contre-révolution sera forcée de jeter toutes ses forces dans la bataille pour triompher d'un seul coup du danger qui la menace. Dans la mesure où la grève générale reste seulement une grève, elle est inévitablement acculée, dans ces conditions, à

LA VIE OUVRIÈRE La vie de la Ligue

Ce que fut le Congrès de la 20^e U. R.

DES MOTS, DES MOTS, ...ET DES INJURES

Ce Congrès a pleinement confirmé nos appréhensions. A peine une dizaine d'éléments de la base parmi 250 bureaucrates...

Du rapport de Raynaud (qui défend son petit rond-de-cuir déjà âgé de 10 ans) rien à retenir. Toute notre résolution (publiée dans la Vérité) rédigée sur la base du rapport écrit, y répond amplement...

1^o Les bureaucrates. Toute la lyre : Raynaud, Arrachart, Frachon, Jacquet, Poencin, Richoux, etc. Tous répètent la même chose avec plus ou moins d'hypocrisie...

2^o Les délégués troubles. Quelques camarades vinrent exprimer des doutes sincères. En particulier, un camarade cheminot expliqua qu'il ne savait comment répondre aux réformistes qui parlent en faveur de l'unité syndicale organique...

3^o L'opposition de gauche. Malgré les filtrages de l'appareil, l'opposition parvint à se faire entendre à la tribune du Congrès. Aussi, l'Huma se distinguait-elle par des comptes rendus mensongers. Plusieurs de nos camarades avaient obtenu de leurs syndicats ou conseils syndicaux des mandats consultatifs...

Perte d'adhérents depuis le précédent Congrès, aucune action pour l'unité syndicale, confusion la plus complète dans la tactique du front unique. Enfin, il souligna la carence de la C. G. T. U. dans la question de la main-d'œuvre étrangère...

Ce discours énergique ne fut guère aux bureaucrates réunis pour se congratuler. Aussitôt, le président déclara qu'on ne permettait pas aux « trotskystes » de se servir de la tribune pour continuer leurs critiques...

Le deuxième jour du Congrès, ils refusèrent de donner la parole au camarade Naville régulièrement inscrit, et délégué par une assemblée générale du Syndicat de l'Enseignement. Ils provoquèrent, à leur coutume, des incidents en rejetant le camarade Naville de la tribune où il était monté pour s'expliquer...

Quant à notre résolution, les bureaucrates en empêchèrent tout simplement la distribution. Tous les exemplaires qui avaient été donnés aux délégués furent retirés de leurs places par Carré et Cie, qui avouèrent ainsi leur crainte que les idées de l'opposition ne s'étendent dans la C. G. T. U...

Quant à notre résolution, les bureaucrates en empêchèrent tout simplement la distribution. Tous les exemplaires qui avaient été donnés aux délégués furent retirés de leurs places par Carré et Cie, qui avouèrent ainsi leur crainte que les idées de l'opposition ne s'étendent dans la C. G. T. U...

Notons que Charbit (minoritaire syndicaliste) disposant de 3 mandats délibératifs, ne parvint pas non plus à se faire entendre dès qu'il parla de la capitulation du P. C. allemand. Saisissons l'occasion pour redire que nos idées, sur cette question, ne sont nullement celles de Charbit...

Un pitoyable spectacle fut offert par les assemblées de « secteurs intersyndicaux ». Tous les camarades vinrent se plaindre de l'absence de vie du Comité inter, du désintérêt des ouvriers pour les organisations unitaires. En fait de propositions concrètes, rien de sérieux ne fut dit...

D'abord, il est clair que si la 20^e U. R. et toute la C. G. T. U. continuent à poursuivre la même politique, on peut prédire à coup sûr que le prochain Congrès devra enregistrer un nouvel affaiblissement...

Ensuite l'opposition, qui a pu participer, malgré les embûches à ce Congrès, doit renforcer son travail syndical, et préparer une participation plus large et plus active encore aux prochaines assemblées...

L'attaque du patronat en présence de la volonté de résistance des travailleurs, il est indispensable de continuer une propagande active, de construire systématiquement des fractions opposicionnelles dans les principales corporations...

Après la grève de trois jours des Mineurs

Du bassin minier, un camarade nous écrit : Plusieurs remarques sont à faire sur le mouvement de grève de 3 jours préconisé par les réformistes...

C'est pour cela que les réformistes n'ont pas du tout préparé le mouvement. Les mineurs ne se laisseraient pas faire ; mais d'autre part, nombreux étaient les leaders réformistes qui espéraient que le mouvement ne réussirait guère et que cela permettrait ensuite de dire aux mineurs : « Vous voyez qu'il est impossible de déclencher une grève illimitée, puisqu'on n'a même pas pu réussir pleinement un mouvement de 3 jours... »

L'organisation de la grève des mineurs reste à l'ordre du jour. Dans tous les bassins on lira les leçons du mouvement de 3 jours et partout c'est l'affirmation que si le mouvement avait été préparé par les réformistes, si un objectif précis avait été fixé, il aurait inévitablement débordé les 3 jours...

Le travail pour l'action commune des syndicats, pour le front unique entre organisations doit être poussé hardiment.

DANS LES P. T. T.

Démocratie syndicale et bonne foi

La Bataille des P. T. T. du 30 mars a donné un compte rendu du Comité régional parisien, en défendant sur des points importants, mon intervention, le 30 mars, j'ai adressé la lettre suivante à la Bataille des P. T. T., 196, rue Lafayette :

« Chers camarades, Je viens vous demander de publier cette lettre dans le prochain numéro de la Bataille. J'ai l'intention d'envoyer à la Bataille des P. T. T. un article pour discussion sur les questions du front unique et de l'unité syndicale ; mais je ne veux pas attendre pour rectifier quelques imprécisions dans le compte rendu du dernier Comité régional :

1^o Sur la définition du syndicat j'ai dit que c'est l'organisation devant grouper tous les travailleurs sans distinction d'opinions politiques ou religieuses et luttant pour l'amélioration du niveau de vie des travailleurs.

2^o Je n'ai pas dit : « abandonner à priori la collaboration des classes est, à mon avis, une erreur. » Mais, parlant des conditions pour la réalisation de l'unité syndicale par un congrès de fusion des centrales existantes, j'ai dit qu'on ne pouvait poser comme condition de cette fusion, l'abandon de la collaboration des classes et que ce sera à nous, révolutionnaires, de faire abandonner la collaboration de classe,

LA REUNION DE LA LIGUE DANS LE 17^e

A la réunion de la rue Cardinet, quatre vingt camarades environ écoutèrent avec attention l'exposé de Rimbert sur les répercussions néfastes de la politique centriste en Allemagne et en France et sur les conceptions de l'opposition de gauche.

Au nom du rayon Regnier apporta une contradiction filandreuse sur le front unique, « constamment pratiqué par le parti » mais qui ne doit contenir d'appel aux organisations socialistes que quand le travail de front unique par en bas a dissipé toute illusion de la masse dans les chefs réformistes.

Marseille

Condamnation des calomnieux

Depuis plusieurs mois, la région marseillaise du P. C. mène une campagne ignoble contre les militants de l'opposition de gauche qui lutent avec dévouement pour les idées de Marx et de Lénine. Les bureaucrates stalinien accusent ouvertement notre camarade Gottlieb de collusion avec la police ; sous prétexte qu'il a assisté au débarquement de notre camarade Trotsky à Marseille, à un endroit que connaissait la police...

1^o Durant tout son voyage le camarade Trotsky fut étroitement surveillé par la police. La communication des dispositions prises pour son transfert d'un endroit à un autre fut exactement du même ordre que les « relations » des dirigeants communistes avec la police lorsqu'ils organisent un cortège, une fête, un meeting ou toute autre manifestation légale. Au surplus, nous demandons : Lorsque voyage Litvinov et Cie, quelles sont ses « relations » avec la police, surtout lorsqu'il se

dans l'action, et de faire adopter nos méthodes de lutte par notre travail à l'intérieur d'une centrale syndicale unifiée.

2^o Le camarade Grandel a lui-même précisé ce point au cours de l'intervention de Tancréde. 3^o Je n'ai pas dit non plus : « la seule condition à l'unité devrait être le libre jeu de la démocratie syndicale », mais au contraire que la démocratie syndicale est l'une des conditions (bases d'un congrès de fusion) la seconde étant l'épuration de tous les syndiqués adhérents à la centrale unifiée et le droit pour chaque tendance de s'organiser en fraction et de lutter pour faire prévaloir son point de vue et conquérir la direction.

Je termine dans l'espoir que vous voudrez bien publier cette mise au point. La Bataille des P. T. T. n'a pas publié cette lettre et la direction n'a pas daigné y répondre. Il faudra revenir à la charge pour savoir au moyen duquel chaque travailleur des P. T. T. peut exprimer son point de vue.

Maurice Doudan.

Nous rappelons à tous les camarades des P. T. T. que une permanence est tenue spécialement pour eux, par un postier, à partir de cette semaine, chaque mardi et vendredi, de 10 à 12 heures, à la Vérité, 23, rue des Vinaigriers, 1^{er} étage.

plaint aux autorités de n'être pas assez « protégés » ? Le camarade Gottlieb avertit par les membres responsables de l'organisation du lieu de débarquement du camarade Trotsky, et remplit à cette occasion son devoir révolutionnaire. Les misérables canailles qui cherchent à jeter le doute dans l'esprit des travailleurs marseillais jurent mieux à espérer qu'à la cause ouvrière ce qui est devenu M. Celor, un membre du Bureau politique du P. C., ex-membre de l'exécutif de l. C., et par-dessus le marché instrument de la police. Les Mouton et Cie jurent bien de songer que leurs succès actuels ne jont que accueillir la boue sans laquelle ils périraient ;

2^o Le Rouge-Midi ose poser des questions sur les ressources du camarade Gottlieb. Cette basse insinuation ne pouvait venir que de fonctionnaires grossièrement payés sur les dos des prolétaires russes pour ruiner le mouvement révolutionnaire. Le dévouement et les sacrifices du camarade Gottlieb, connus de tous, sont une réponse suffisante aux insultes des mangeurs de raclettes stalinien ;

3^o Les bureaucrates affolés se sont démusqués tout à fait par une provocation policière caractéristique, ils demandent « pourquoi notre camarade ne sion pas le sort d'Ozanski », et le désignent ainsi aux coups de la répression. A chaque membre du parti nous posons la question : quelles sortes de gens peuvent avoir intérêt à de telles campagnes ? Comment qualifie-t-on de pareils appels ?

La C. E. se déclare prête à poser publiquement, devant la classe ouvrière la question de l'attitude des dirigeants stalinien, qui se font les misérables auxiliaires de la répression policière. Elle appuie vigoureusement la demande d'une commission de contrôle faite par les camarades de Marseille.

A tous les ouvriers, elle désigne les dirigeants de la région marseillaise comme d'indignes bureaucrates, qui ne reculent devant rien pour lutter contre les idées de Marx et de Lénine, pour étouffer la protestation prolétarienne, pour empêcher la renaissance du parti communiste que M. Celor, avant eux, avait si bien travaillé à affaiblir.

Le C. E. de la Ligue.

Oléron

VERS LE FRONT UNIQUE

Pour secouer l'apathie des organisations politiques vis-à-vis des événements d'Allemagne, l'opposition de gauche a fait des propositions pour qu'un meeting soit tenu avec trois orateurs : socialistes, communiste et oppositional.

La Section socialiste du Château d'Oléron, à l'unanimité des 22 membres présents, dans sa réunion du 2 avril, a accepté le principe de la réunion préparatoire.

Le rayon de Marennes a répondu le 3 avril : « Nous sommes tout disposés à accepter une réunion commune d'unité avec vous (opposition de gauche) et le parti socialiste à la date et lieu que vous déciderez. »

L'opposition de gauche a donc fixé la date du 23 avril pour la rencontre des délégués socialistes, communistes, et de notre camarade Courtavaull pour la Ligue Communiste.

L'opposition de gauche montre la voie au Parti.

Imprimerie Centrale de la Bourse 117, rue Réaumur, Paris (2^e)

Dans l'opposition

A propos d'une journée de palabres

Depuis plus de quatre années, une dizaine de militants de la Banque Ouest, exclus du Parti Communiste pour la défense des conceptions opposicionnelles, conservent leur autonomie, se refusant à prendre leur place dans les rangs de l'O. G. I. et de sa section française. Périodiquement, ces camarades proposent l'unification en une même organisation des différentes personnalités ou groupes se réclamant dans l'ensemble des conceptions opposicionnelles.

Il y a plusieurs années, ces camarades prirent l'initiative de convoquer en une assemblée dite d'unification, en même temps que la Ligue, à peine constituée à cette date, les groupes Paz, Treint et quelques isolés. L'expérience ne fut pas concluante. La Ligue se refusa à une unification sans principe avec des groupes (Paz et Treint) qui s'élevaient à l'époque contre « l'impérialisme rouge » et préconisaient la remise du chemin de fer sino-russe à Tchong Kuy-Tchek ! Quelques amis et obligés de Paz sombrèrent dans le C. I. S. Paz rejoignit la S. F. I. O. ! Quelques autres rejoignirent l'O. G. I.

La Ligue continua à se développer, à s'enraciner dans le mouvement ouvrier français. Ce développement ne pouvait et ne peut se réaliser suivant une progression harmonieuse, la Ligue est une tendance politique, une fraction dont les limites sont tracées par des conceptions politiques, des tendances ; considérer qu'aux heures où toutes les notions communistes politiques et d'organisation sont ignorées ou défigurées ou à la vie intérieure du Parti empêche toute cristallisation de tendance en son sein, ces désarrois ne se traduiraient pas dans le procès de formation d'une opposition, serait une utopie. L'O. G. I. s'est formée, développée, cimentée au milieu d'une continuelle sélection, durant laquelle elle dégaza les grandes lignes de sa plateforme et ses cadres.

Elle est partie en 1923 de petits groupes hétéroclites. En quatre années ses sections nationales se sont constituées. Maintenant sa presse existe dans chaque pays, son lien international est créé. La section française de l'O. G. I. forge son armature dans une lutte politique progressive, au cours de laquelle se produisit : La Rupture avec Rosmer qui entendait, avec ses amis sous prétexte de « tactique souple » subordonner la fraction syndicale de la Ligue à la majorité fédérale de l'Enseignement. Deux ans ont passé. De ce groupe, Gourget capitula,

Rosmer maintenant vient de quitter son groupe pour un repos mérité. Patrie vient également de quitter ce groupe.

La Rupture avec Treint qui préconisait dans la Ligue « le groupement en tendances, lesquelles s'agiraient en commun quand elles seraient d'accord » (!) Treint s'en est allé faire cette expérience en dehors de nos rangs, les résultats ne tardèrent pas. Treint et sa compagnie devinrent « la fraction démissionnaire de la fraction ». Toute cette stérilité se drapa maintenant dans l'intransigence extrême-gauchiste (nécessité de renversement de la bureaucratie par la lutte de classe).

Durant cette période, quelques étudiants parasites, prétentieux et haineux, jetaient dans quelque brasserie enfumée, « les bases de la 4^e Internationale », Treint et Patrie viennent de les rejoindre. La cinquième internationale va naître.

Tout ce grouillement de groupuscules est une des illustrations de la situation présente de délabrement du mouvement communiste. Les catégories de parasites stériles et verbeux tendent d'autant plus à se multiplier que la dégénérescence est plus grande. Un parti communiste sain, agglomère, les stalinisme désagregé et dispersé. L'Opposition, pour se développer, sans rejeter à priori, doit être vigilante.

Le groupe autonome de la banlieue Ouest, en face de la gravité de la situation mondiale, sentant son isolement et se laissant à nouveau hypnotiser par son habituelle utopie, entreprit d'unir ces différents groupes et organisa une conférence où étaient indistinctement convoqués les formations et individualités, depuis ceux préconisant « la destruction des organisations communistes ou à influence communiste, par tous les moyens » jusqu'à nous-mêmes. D'une discussion dans la Ligue, il résulta l'adoption d'une résolution décidant de discuter d'une éventuelle unification avec ces camarades, se réclamant dans les grandes lignes des conceptions de l'Opposition, mais refusant de le faire avec des formations politiques préconisant « le boycott et la destruction par tous les moyens des organisations communistes ». Nos camarades de la banlieue Ouest refusant d'éliminer des débats ces formations, nous nous sommes retirés de la dite conférence, prêts à soutenir tous débats avec les partisans de la 4^e Internationale, mais aucunement sous le signe d'une éventuelle unification.

Sans nous, la discussion continua le 9 avril, les assistants, et c'est caractéristique préférèrent leurs palabres à la participation à la manifestation de Bagnolet. Il advint ce qui était prévisible, chacun resta sur ses positions, la conférence se scinda. Nous serons probable-

ment conviés à une nouvelle conférence d'où les partisans de la 4^e Internationale seront enfin éliminés.

Que signifient « toutes ces journées historiques » ou « un douzaine d'hommes s'échouèrent sur la réalisation d'une unité miraculeuse ! Examinons quelle peut être la base à cette éventuelle unification : une solidarité de principes politiques et de méthodes. Pour nous, nous avons défini notre politique, nos méthodes par : Les thèses, leur application dans l'action, l'expérience et la vie de notre Opposition de Gauche Internationale.

Récemment, en une préconférence internationale, une vingtaine de délégués de toutes nos sections nationales ont fixé en onze points nouveaux nos bases fondamentales rejoignant notre Opposition internationale, qu'ils défendent dans l'organisation leur tendance, c'est leur droit, et c'est aussi le notre, comme notre commun devoir est d'être disciplinés dans l'action.

Une telle attitude est taxée de stalinienne par nos amis entraînés à qualifier de stalinien tout ce qui ne sort pas de leurs lèvres. Sans nous altérer sur la différence entre le groupement d'une tendance et celle d'un parti, qu'il nous suffise de leur dire que le jour où les « stalinien » nous feraient semblable proposition, nous accepterions sans hésiter à moins de nous limiter au rôle d'une opposition décorative !

Un petit fait qui est une illustration bien caractéristique, que les stalinien ont l'habitude de congress où l'on ne sait plus ce que représente celui-ci ou celui-là. Amsterdam en fut le type, un représentant de personnalité et un représentant d'organisation ont de tendance avait les memes droits. Ce fut qualifié de juste titre de « tentative de débauchage individuel ». Nos amis de la banlieue ouest ont fait leur ce système de représentation et de votation ; ton présent pouvait voter ! on invitait les minorités à s'exprimer en plus des délégués réguliers ! C'était un petit tour destiné à briser l'unité de manœuvre de la seule organisation constituée, la notre. Comme méthode d'unification, c'est bien stalinien cela ! On sollicitait des Echeverry à ce misérable Amsterdam.

La Ligue sur ce point a une attitude de principe absolue : elle défend sous les coups la démocratie ouvrière, elle dénonce les « assemblées populaires », elle est unanime à condamner ceux qui, aux débats démocratiques et ardents substituent les manœuvres de débauchage lesquels traduisent plus de désarroi que de fermeté.

Aux heures où le mouvement communiste craque de toutes parts, rassembler dans tous les pays une fraction politique intransigeante et active n'est pas une mince besogne. La dépression du mouvement communiste disloqué et constitue une tendance centrifuge. L'O. G. I. groupée autour de l'Opposition russe et de Trotsky offre une place dans ses rangs à tous les militants qui entendent lutter

sur la même base de principe pour la régénérescence du mouvement communiste. Quand le désarroi domine, l'intransigence politique et la fermeté d'organisation doivent être la règle contre la tendance électorale qui se révèle. On n'assurera aucun redressement ni aucune continuité sans cadres, on ne forge pas de cadres dans la confusion, l'esprit de chapelle et l'oppositionnisme systématique. Il faut une organisation forçant sa politique et ses méthodes dans la lutte. En 1929, autour du compagnon de Lénine, à travers le monde, se sont groupés des noyaux révolutionnaires, depuis ils ont déçu leur force partout dans le monde, l'O. G. I. s'est inscrite dans la lutte des classes, elle le fait sous les coups de la classe ennemie et les coups des bureaucrates, elle prépare la relève. Que ceux qui veulent participer à ce combat rejoignent ses rangs.

Résolution de la C. E. et de la R. P. de la Ligue Communiste

La Section française de l'Opposition de Gauche Internationale, a été invitée par le Groupe du XV^e Rayon à une conférence dite d'unification

La Ligue Communiste entend par cette résolution définir son attitude à l'égard de la dite conférence :

1^o Sans partager les conceptions des organisateurs de cette conférence sur le procès d'unification des différents groupes se réclamant dans les grandes lignes de l'Opposition de Gauche, notre décision de participer à ces débats, fut inspirée du désir de ne pas entraver par un refus les efforts tentés par quelques camarades, et de profiter des débats pour exposer les principes politiques et les méthodes de l'Opposition de Gauche Internationale, en invitant ceux qui seraient en accord avec elle, à rejoindre nos rangs ;

2^o En communiquant notre décision, nous avons basé nos réserves a) Sur l'invitation à cette conférence de groupes ou individuels se réclamant aux principes politiques absolument étrangers aux différents cadres généraux communs à différents groupes de l'Opposition de Gauche ; ces personnalités ou groupes ayant avec logique, dans leurs déclarations politiques, développé la nécessité d'un combat contre l'Opposition de Gauche, la destruction par tous les moyens de la 3^e Internationale, etc. Il est évident que ces individualités ou groupes ne peuvent avoir avec l'Opposition de Gauche que des rapports de combat ; nos réserves à ce sujet, conservent toute leur valeur ; la première tâche de la conférence doit être l'élimination de ces groupes ou individualités.

3^o Pour ce qui est des groupes ou individualités se réclamant des critères généraux de l'Opposition de Gauche, la Section Française de l'Opposition de Gauche Internationale se doit de leur soumettre comme base politique d'une

éventuelle union les onze conditions adoptées par sa pré-conférence internationale. Au cas de divergences fondamentales, les bases principales n'étant pas communes, aucune unification ne peut être réalisée.

Au cas où il s'établirait entre la Ligue Communiste, ces groupes, l'un de ces groupes ou individuels, une solidarité de principe sur la base de ces onze conditions, resteraient à examiner les divergences subsistant quant aux principes d'organisation et d'action.

La Ligue Communiste considère en effet qu'éclaircir les games de divergences pour réaliser l'unification superficielle aboutirait dans un court développement à de nouvelles divisions au lieu de réaliser une unification ayant un sens progressiste.

La discussion entre les groupes états d'accord sur les bases principales ci-dessus énoncées, devra porter : a) Sur le plan international : l'acceptation des principes politiques de l'Opposition de Gauche comportant avec l'adhésion à son organisation nationale l'unification des décisions internationales des Congrès ou Conférences de l'Opposition de Gauche Internationale. Étant chaque année internationale, chaque militant ayant le droit de combattre dans l'organisation pour le triomphe de son point de vue, mais devant s'interdire toute action ou collaboration à une action publique contre l'Opposition de Gauche Internationale.

b) Sur le plan national : la condamnation de la politique syndicale de subordination à la majorité fédérale de l'Enseignement sous toutes les formes ; opposition unitaire, etc. ;

4^o Au cas où ces bases d'unification seraient atteintes : a) Tous les membres de la S. F. O. G. I. auraient bien entendu les mêmes droits et devoirs ; b) La Région Parisienne de la Ligue Communiste se devrait d'être une direction régionale correspondant à son nouveau développement.

c) La Conférence Nationale de la Ligue Communiste étant déjà convoquée ; la préparation politique et l'organisation de cette conférence serait assurée.

5^o La Ligue Communiste désigne à cette conférence, dite d'unification, la délégation suivante :

Blasco, Molinier, Albert, Savat, Gérard, Pourtis.

Ces camarades seront seuls qualifiés pour parler au nom de l'organisation et devront se conformer dans leurs interventions aux grandes lignes de cette résolution. Ils devront constituer une fraction disciplinée, se concerter et décider à la majorité.

DECLARATION DES DELEGUES APPARTENANT A L'OPPOSITION DE GAUCHE INTERNATIONALE (BOLCHEVICKS-LÉNINISTES)

pour le Congrès de lutte contre le fascisme.

La victoire de Hitler en Allemagne montre que le capitalisme ne peut vivre dans les conditions de la démocratie, ni même se couvrir des guenilles démocratiques. Ou la dictature du prolétariat, ou la dictature ouverte du capital financier. Ou les soviets ouvriers ou les bandes armées de la populace petite-bourgeoise déchaînée.

Le fascisme n'a pas et ne peut avoir de programme pour sortir de la crise du régime capitaliste. Mais cela ne signifie pas que le fascisme tombera automatiquement victime de sa propre inconscience. Non, il maintiendra l'exploitation capitaliste en ruinant le pays, en abaissant la civilisation et en apportant toujours plus de sauvagerie dans les mœurs. La victoire du fascisme est le résultat de l'incapacité du prolétariat de prendre en mains le sort de la société. Le fascisme vivra tant que le prolétariat ne se lèvera pas.

La social-démocratie livra la révolution prolétarienne de 1918 à la bourgeoisie et ainsi sauva encore une fois le capitalisme déclinant; c'est elle et elle seule qui donna par cela même la possibilité à la bourgeoisie de s'appuyer, à l'étape suivante, sur le banditisme fasciste. Descendant d'une marche à l'autre à la recherche du « moindre mal », la social-démocratie a fini par voter pour le feldmaréchal réactionnaire Hindenburg, qui à son tour appela Hitler au pouvoir. Démoralisant les masses ouvrières par les illusions de la démocratie dans le capitalisme pourrissant, la social-démocratie priva le prolétariat de toutes ses forces de résistance.

Les tentatives de rejeter cette responsabilité historique fondamentale sur le communisme sont absurdes et malhonnêtes. Sans le communisme, l'aile gauche du prolétariat se serait mis depuis longtemps sur la voie de l'anarchisme, du syndicalisme, du terrorisme ou tout simplement aurai, grossi les détachements de combat du fascisme. L'exemple de l'Autriche montre avec trop de preuves que là où, devant la faiblesse extrême du communisme, la social-démocratie règne sans partage dans les rangs de la classe ouvrière, dans les cadres de l'état démocratique créé par elle-même, sa politique prépare pas à pas le triomphe du fascisme.

Les sommets du réformisme allemand essaient maintenant de s'adapter au régime de Hitler pour garder le reste de leurs positions légales et les bénéfices qui y sont liés. En vain ! le fascisme amène avec lui des nuées de criquets affamés et voraces qui exigent pour eux et obtiendront le monopole des fonctions et des revenus. Le limogeage de la bureaucratie réformiste, résultat secondaire de la défaite des organisations prolétariennes, représente le paiement pour la chaîne ininterrompue des trahisons de la social-démocratie depuis le 4 août 1914.

Les chefs des autres partis sociaux-démocrates essaient maintenant de se délimiter de leurs frères d'armes allemands. Ce serait cependant une légèreté inadmissible de croire sur parole les critiques « gauches » de l'Internationale réformiste, dont toutes les sections se trouvent à différents degrés de la même voie. Comme au temps de la guerre impérialiste, dans le processus d'écrasement de la démocratie bourgeoise chaque parti de la seconde internationale est prêt à se refaire sa réputation sur le dos d'un autre parti national. Mais au fond tous accomplissent le même travail. Léon Blum soutient le Gouvernement de la France militariste et impérialiste. Van der Velde, le président de la Seconde Internationale, n'a pas annulé, autant que nous le sachions, sa signature sous cette même paix de Versailles qui a donné au fascisme allemand ses dimensions actuelles.

Toutes les thèses principales fondamentales des quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste : sur le caractère pourrissant du capitalisme impérialiste, sur l'inevitabilité de la décomposition de la démocratie bourgeoise, sur l'impasse du réformisme, sur la nécessité de la lutte révolutionnaire pour la dictature du prolétariat, ont trouvé dans les événements d'Allemagne leur confirmation inébranlable. Mais leur justesse a été démontrée « par l'absurde » : non par la victoire, mais par la catastrophe. Si, malgré bientôt quinze ans d'existence de l'I. C., la social-démocratie a réussi à mener la politique du « moindre mal » jusqu'au résultat final, c'est-à-dire jusqu'au plus grand mal qu'on puisse concevoir dans l'histoire actuelle, il faut en chercher la cause dans le fait que le communisme des épigones s'est montré incapable de remplir sa mission historique.

Jusqu'en 1923 l'I. C., presque sans arrêt, alla de l'avant dans tous les pays, affaiblissant et évitant la social-démocratie. Dans les dix dernières années, non seulement elle ne fit pas de nouvelles conquêtes quantitatives, mais elle subit une profonde dégénérescence qualitative. Le naufrage du parti communiste officiel en Allemagne est l'aboutissement fatal de la « ligne générale », qui passa par les aventures de Bulgarie et d'Esthonie, par la théorie et la pratique du socialisme en seul pays, par la capitulation devant le Kuo-Min-Tang en Chine, par la non moins honteuse capitulation devant la bureaucratie trade-unioniste en Angleterre, par l'aventure de Canton, par les convulsions de la « troisième période », par la scission avec les syndicats de masse, par la théorie et la pratique du « social-fascisme », par la politique de « libération nationale » ou de « révolution populaire », par le refus du front unique, par le bannissement et la persécution de l'Opposition de gauche, enfin, par le complet étouffement de l'indépendance de l'avant-garde prolétarienne et par la substitution au centralisme démocratique de la toute-puissance d'un appareil sans principe et obtus.

L'essence du bureaucratisme réside dans la méfiance envers les masses et dans la tendance à remplacer leur activité consciente révolutionnaire par des combinaisons de sommets ou par de simples commandements. En Allemagne, aussi bien que dans les autres pays, la bureaucratie stalinienne posa à la classe ouvrière des ultimatum continuel. Elle lui fixa d'en haut des dates pour les grèves ou pour la « conquête de la rue » ; elle lui fixa arbitrairement des « journées rouges » ou des « mois rouges » ; elle lui ordonna d'accepter sans critique tous ses mots d'ordre et tous ses zigzags ; elle exigea que le prolétariat reconnaisse par avance et sans réplique sa direction dans le front unique, et sur ce monstrueux ultimatum elle basa sa lutte fautive d'un bout à l'autre et impuissante contre le fascisme.

Les erreurs sont inévitables dans la lutte du prolétariat. Sur leurs propres erreurs les partis s'instruisent, sélectionnent les cadres et éduquent les

chefs. Mais dans l'I. C. actuelle, ce ne sont pas des erreurs, mais tout un système erroné qui rend impossible une politique juste. Les représentants sociaux de ce système sont de larges couches bureaucratiques, armées d'énormes moyens matériels et techniques, en fait indépendantes des masses et menant une lutte acharnée pour leur propre conservation au prix de la désorganisation de l'avant-garde prolétarienne et de son affaiblissement devant l'ennemi de classe. Telle est l'essence du stalinisme dans le mouvement ouvrier mondial.

Dans les dernières années, l'opposition de gauche (bolchevicks-léninistes), aux yeux du monde entier, suivit à toutes les étapes la montée du flot fasciste et traça une politique de véritable réalisme révolutionnaire. Déjà dans l'automne 1929, c'est-à-dire il y a trois ans et demi, au commencement même de la crise mondiale, l'opposition de gauche écrivait :

« De même qu'il est arrivé plus d'une fois que du conflit entre le libéralisme et la monarchie se soit développée une situation révolutionnaire qui devait par la suite dépasser les deux adversaires, de même du conflit entre la social-démocratie et le fascisme — deux fondés de pouvoirs antagonistes de la bourgeoisie — peut se développer une situation révolutionnaire qui dans la suite les dépassera tous les deux. Que vaudrait le révolutionnaire prolétarien qui, dans une époque de révolution bourgeoise, ne saurait apprécier et comprendre le conflit entre les libéraux et la monarchie et qui, au lieu d'exploiter ce conflit dans un sens révolutionnaire, mènerait les antagonistes dans un même sac ? Que vaut le communiste qui, placé en face du conflit entre le fascisme et la social-démocratie, le recouvre tout bonnement de la simple formule : social-fascisme, vide de tout contenu ? »

On devait bâtir une politique de front unique sur cette perspective stratégique générale. Pas à pas, au cours des trois dernières années, l'opposition de gauche suivit le développement de la crise politique en Allemagne. Dans ses publications périodiques et dans une série de brochures, elle soumit à l'analyse tous les stades de la lutte, dévoila le caractère ultimatum de la formule « seulement par en bas », prit sur elle, là où elle le put, l'initiative de combats de défense unifiés, soutint l'initiative des ouvriers dans cette direction et inlassablement exigea l'extension de cette initiative à tout le pays. Si le P. C. s'était mis résolument sur cette voie, la bureaucratie réformiste se serait montrée impuissante à contenir la pression des ouvriers vers le front unique. Se heurtant à chaque pas à une barrière, le fascisme se serait ouvert à toutes ses coutures. Les organes de défense locaux se seraient affermis irrésistiblement, se transformant en fait en conseils ouvriers. Marchant dans cette voie, le prolétariat allemand aurait mis sur le dos à coup sûr le fascisme et, par un dernier coup, aurait balayé l'oligarchie dirigeante. Toute la situation posait les bases de la victoire révolutionnaire du prolétariat allemand.

La bureaucratie stalinienne se mit cependant sur la voie du sabotage inconscient, mais d'autant plus effectif de la révolution. Elle interdisait sévèrement les ententes des communistes avec les organisations social-démocrates, détruisait les organes de défense communs créés par les ouvriers et, sous le nom de « contre-révolutionnaires », excluait de ses rangs tous les défenseurs d'une juste politique révolutionnaire. On dirait qu'une telle manière d'agir fut créée spécialement pour isoler les communistes, pour resserrer les liens entre les ouvriers sociaux-démocrates et leurs chefs, semer le trouble et la décomposition dans les rangs du prolétariat et préparer l'ascension sans obstacle des fascistes au pouvoir. Les résultats sont là !

Le 5 mars, quand le sort du prolétariat allemand était déjà décidé, le C. C. de l'I. C. non seulement se proclama prêt à faire le front unique par en haut — il est vrai, à l'échelle nationale et non internationale — mais consentit, pour satisfaire la bureaucratie réformiste, à renoncer à la critique mutuelle pendant la période du front unique. Un saut, d'une brusquerie incroyable, de la présomption ultimatum à la conciliation sans caractère ! Ayant étouffé la critique à l'intérieur de son propre parti, la bureaucratie stalinienne a évidemment perdu la compréhension du rôle de la critique dans la lutte politique. La critique révolutionnaire détermine l'attitude de l'avant-garde prolétarienne, c'est-à-dire de la partie la plus critique de la société contemporaine, envers tous les événements et programmes, toutes les classes, partis et groupements. Un véritable parti communiste ne peut pas plus renoncer à la critique, ne fusse que pour un jour, qu'un organisme vivant ne peut renoncer à respirer. La politique du front unique n'exclut dans aucun cas la critique mutuelle, au contraire elle l'exige. Seuls deux appareils bureaucratiques, dont un est chargé de trahisons et l'autre d'une chaîne néfaste d'erreurs, peuvent être intéressés à la suspension de la critique mutuelle, en transformant par cela même le front unique en un complet silence entre les masses, dont le but est leur propre conservation. Nous, bolchevicks-léninistes, déclarons que jamais et dans aucune condition nous ne participerons à un tel complot ; au contraire, nous le dénoncerons implacablement devant les ouvriers.

En même temps qu'elle consent à renoncer à la critique, la bureaucratie stalinienne saisit le rampeant répugnant de Wells, Leipart et Co. géant Hitler pour faire revivre la théorie du social-fascisme. En réalité, cette théorie reste aussi fautive aujourd'hui qu'hier. Ceux qui étaient encore récemment les maîtres de l'Allemagne, tombés sous le sabot du fascisme, lèchent ce sabot pour gagner l'indulgence des fascistes : cela correspond tout à fait à la nature méprisante de la bureaucratie réformiste. Mais cela ne signifie pas du tout que pour les réformistes il n'y a pas de différence entre la démocratie et le sabot fasciste et que la masse social-démocrate n'est pas capable de lutter contre le fascisme si au moment opportun on lui ouvre une issue sur l'arène de la lutte.

La politique du fascisme s'appuie sur la démagogie, le mensonge, la calomnie. La politique révolutionnaire ne peut se bâtir que sur la vérité. C'est pourquoi nous sommes obligés de condamner résolument le Bureau d'Organisation pour la convocation du présent congrès, qui dans son appel a donné un tableau faussement optimiste de la situation en Allemagne, parlant du puissant développement de la lutte antifasciste. En réalité, pour le moment, les ouvriers allemands reculent sans combattre et en complet désordre. Tel est le fait amer qu'on ne peut

masquer par des paroles. Pour se redresser, se regrouper et récupérer ses forces, le prolétariat, représenté par son avant-garde, doit bien comprendre ce qui s'est passé. A bas les illusions ! Ce sont précisément les illusions qui ont mené à la catastrophe. Il faut dire clairement, honnêtement, ouvertement ce qui est.

La situation en Allemagne est profondément tragique. Le bourreau n'a fait que commencer son travail. Les victimes seront sans nombre. Des centaines et des milliers d'ouvriers du Parti Communiste sont emprisonnés. De rudes épreuves attendent ceux qui restent fidèles à leur drapeau. Tous les ouvriers honnêtes du monde ouvrier accordent leur entière sympathie aux victimes du bourreau fasciste. Mais ce serait le comble de l'hypocrisie d'exiger le silence sur la politique funeste du stalinisme, parce que ses représentants allemands sont devenus en même temps ses victimes. Les grands problèmes historiques ne se résolvent pas par le sentimentalisme. Se conformer au but, c'est la suprême loi de la lutte. Seule l'explication marxiste de tout ce qui s'est passé peut rendre à l'avant-garde prolétarienne la confiance en elle-même. Il ne suffit pas d'exprimer sa sympathie aux victimes, il faut devenir plus fort pour renverser et étouffer le bourreau.

Le fascisme allemand suit servilement l'exemple italien. Cela ne signifie cependant pas que le pouvoir est assuré pour une série d'années à Hitler, comme il le fut à Mussolini. L'Allemagne fasciste commence son histoire dans les conditions d'une décomposition capitaliste très avancée, d'une misère des masses sans précédent dans l'histoire moderne et d'une tension menaçante des rapports internationaux. Le dénouement peut arriver beaucoup plus tôt que ne le pensent les maîtres du jour. Mais cependant il ne viendra pas de lui-même. Il faudra un choc révolutionnaire.

La presse social-démocrate fonde de grands espoirs sur l'existence de crevasses dans le bloc gouvernemental de l'Allemagne. Sur la même voie marche, au fond, la Pravda de Moscou, qui hier encore niait les antagonismes entre fascisme et social-démocratie et aujourd'hui compte sur les antagonismes entre Hitler et Hugenberg. Les contradictions dans le camp dirigeant sont indéniables. Mais en elles-mêmes elles sont impuissantes à arrêter le développement victorieux de la dictature fasciste déterminée par toute la situation du capitalisme allemand. Il ne faut pas attendre des miracles. Seul le prolétariat peut en finir avec le fascisme. Pour lui donner une issue sur le grand chemin historique, il faut un tournant décisif dans la direction révolutionnaire. Il faut revenir à la politique de Marx et de Lénine.

Nous, bolchevicks-léninistes, nous ne venons pas à ce congrès pour entretenir les illusions de ce qui que ce soit, ni pour sauver des réputations fausses. Notre but, c'est de déblayer le chemin pour l'avenir. Evidemment nous ne doutons pas que des dizaines, peut-être même des centaines de milliers d'ouvriers sincèrement prêts à la lutte seront représentés au congrès. Nous sommes prêts à croire aussi que les délégués seront sincèrement disposés, dans leur majorité, à faire tout pour briser le fascisme. Néanmoins le congrès lui-même, tel qu'il est conçu et convoqué, ne peut pas, c'est notre conviction profonde, avoir une signification révolutionnaire sérieuse. Le fascisme est un ennemi redoutable. Pour lutter contre lui il faut les masses compactes de millions et de dizaines de millions d'ouvriers, bien organisés et bien dirigés ; il faut des bases fermes dans les entreprises et dans les syndicats ; il faut la confiance des masses pour une direction vérifiée par l'expérience des combats. Le problème ne se résoud pas par des séances solennelles et par des discours à effet. Le congrès envisagé à la hâte représente des groupes isolés, sans liens entre eux, qui après le congrès seront aussi isolés qu'avant des millions de prolétaires.

Les « isolés » des milieux intellectuels bourgeois coloreront le congrès antifasciste comme ils ont coloré le congrès d'Amsterdam. Ce n'est pas une couleur stable. Les ouvriers avancés, il est vrai, apprécient beaucoup la sympathie qu'ont pour leur cause les meilleurs représentants de la science, de la littérature et de l'art. Mais il ne s'ensuit nullement que les savants ou les artistes radicaux sont capables de remplacer les organisations de masses ou de prendre la direction du prolétariat. Et pourtant ce congrès prétend à la direction ! Ceux des représentants des intellectuels bourgeois qui désirent vraiment participer à la lutte révolutionnaire, doivent commencer par définir clairement leur programme et par se lier à une organisation ouvrière. Autrement dit, pour avoir le droit de vote au congrès du prolétariat en lutte, les « isolés » doivent cesser d'être des isolés.

Ni la réaction contre la guerre, ni la marche contre le fascisme ne représentent un art spécial quelconque, qui se trouverait en dehors de la lutte générale du prolétariat. L'organisation qui n'est pas capable d'analyser exactement la situation, de mener les combats quotidiens défensifs et offensifs, de rassembler autour d'elle les masses les plus larges, d'assurer l'unité des actions défensives avec les ouvriers réformistes en les débarrassant en même temps des préjugés du réformisme — une telle organisation fera inévitablement naufrage aussi bien en face de la guerre qu'en face du fascisme.

Le congrès d'Amsterdam a démontré déjà son inconsistance lors de l'offensive des bandits japonais contre la Chine. Même dans le domaine de l'agitation l'union de la bureaucratie stalinienne avec des isolés pacifistes n'a rien fait de sérieux. Il faut le dire ouvertement : le congrès antifasciste, plutôt un meeting de hasard par sa composition internationale, est appelé à créer une apparence d'action, là où l'action elle-même fait précisément défaut. Si conformément au projet de ses organisateurs le congrès se contente d'un appel sans contenu, il risque d'être dans l'histoire de lutte contre le fascisme non un zéro, mais une quantité négative, car le crime le plus grave dans les conditions actuelles est d'induire les ouvriers en erreur sur leurs forces réelles et sur les véritables méthodes de lutte.

A une seule condition, le congrès de lutte contre le fascisme pourrait jouer un rôle progressif, bien que modeste : s'il secouait l'hypnose du régisseur bureaucratique de derrière les coulisses et mettait à son ordre du jour une discussion libre sur les causes de la victoire du fascisme allemand, sur la responsabilité des organisations dirigeantes prolétariennes et sur un véritable programme de lutte révolutionnaire. C'est en allant dans cette voie, et dans celle-là seu-

lement, que le congrès serait un facteur de renaissance révolutionnaire.

La plate-forme de l'opposition de gauche internationale donne les seules directives justes pour la lutte contre le fascisme. Comme mesures les plus immédiates et les plus pressantes, nous, bolchevicks-léninistes, proposons ce qui suit :

1. — Accepter immédiatement les propositions de la Seconde Internationale sur l'entente à l'échelle internationale, une telle entente n'excluant pas, mais exigeant la concrétisation des mots d'ordre et des méthodes pour chaque pays en particulier ;
2. — Condamner principalement la formule du front unique « seulement par en bas », qui signifie le refus du front unique en général ;
3. — Rejeter et condamner la théorie du social-fascisme ;
4. — Ne renoncer dans aucun cas et dans aucune condition au droit de critiquer l'allié provisoire ;
5. — Rétablir la liberté de critique à l'intérieur des partis communistes et de toutes les organisations qui se trouvent sous leur contrôle, y compris le congrès antifasciste ;
6. — Renoncer à la politique des organisations syndicales communistes indépendantes ; participer activement aux syndicats de masses ;
7. — Renoncer à la concurrence indigne avec le fascisme sous les mots d'ordre de « libération nationale » et de « révolution populaire » ;
8. — Renoncer à la théorie du socialisme en un seul pays qui nourrit les tendances du nationalisme petit-bourgeois et affaiblit la classe ouvrière dans la lutte contre le fascisme ;
9. — Mobiliser le prolétariat européen contre le chauvinisme versaillais et anti-versaillais sous le drapeau des Etats soviétiques d'Europe ;
10. — Préparer par la voie d'une discussion amicale ouverte et honnête et convoquer dans le délai d'un mois le congrès extraordinaire de chaque section de l'I.C., pour examiner l'expérience de la lutte avec la contre-révolution et élaborer un programme d'action pour l'avenir ;
11. — Convoquer dans un délai de deux mois un congrès de l'I.C., démocratiquement préparé ;
12. — Réintégrer l'opposition de gauche dans les cadres de l'I.C., de ses sections et de toutes les organisations qu'elle contrôle.

Les pourparlers entre la Seconde et Troisième Internationale, il faut les entreprendre, en mettant au premier plan la question de l'Autriche. Tout est encore loin d'être perdu dans ce pays. En se mettant immédiatement sur la voie de la défense active, le prolétariat autrichien, soutenu par le prolétariat de tous les pays d'Europe, pourrait, par le développement conséquent et courageux de l'offensive, arracher le pouvoir aux mains des ennemis : le rapport intérieur des forces assure la victoire. L'Autriche rouge deviendrait immédiatement un appui pour les ouvriers allemands. Toute la situation changerait brusquement au profit de la révolution. Le prolétariat d'Europe sentirait qu'il représente une force invincible. Et il ne lui manque que cette conscience pour écraser tous ses ennemis.

C'est l'U.R.S.S. qui est la position centrale dans la lutte avec la contre-révolution mondiale. Dans ce domaine, nous, bolchevicks-léninistes, moins qu'ailleurs, n'admettons la politique de l'optimisme officieux. Chez la bureaucratie stalinienne tout est toujours très bien cinq minutes avant la catastrophe. Il en fut ainsi en Allemagne. La même méthode est aussi appliquée pour l'Union Soviétique. Cependant la situation dans le premier Etat ouvrier ne fut jamais aussi tendue que maintenant. La politique foncièrement mensongère de la bureaucratie incontrôlée a jeté le pays dans des privations insupportables, a opposé la paysannerie au prolétariat, a semé le mécontentement dans les masses ouvrières, a lié pieds et mains au parti, a affaibli toutes les bases et tous les appuis de la dictature. La Révolution d'Octobre n'a pas besoin d'« amis » qui chantent des hymnes faux et qui répètent en choeur chaque mot de la bureaucratie dirigeante. La Révolution d'Octobre a besoin de militants qui disent la vérité, même si elle est dure, mais qui par contre gardent une fidélité inébranlable à l'heure du danger.

En face du prolétariat mondial nous donnons le signal d'alarme : la patrie soviétique est en danger ! Seule la réforme fondamentale de toute la politique peut la sauver. Le programme d'une telle réforme, c'est le programme de l'opposition de gauche en U.R.S.S. Des milliers de ses meilleurs combattants, à leur tête C. G. Rakovskiy, remplissent actuellement les prisons et les lieux de déportation de l'Union Soviétique. De la tribune de ce congrès nous envoyons notre salut fraternel à nos vaillants partisans. Leur nombre augmente. Aucune poursuite n'ébranlera leur courage. Dans les jours difficiles de l'avenir, la dictature du prolétariat trouvera en eux non seulement des conseillers perspicaces, mais aussi des soldats dévoués.

Le développement du mouvement ouvrier mondial, et avant tout européen, est arrivé à un moment décisif. Le parti communiste allemand est brisé. Penser le rétablir sur ses anciennes bases et sous son ancienne direction est une utopie sans espoir. Il y a des défaites qu'on ne pardonne pas. Le parti du communisme allemand s'édifiera maintenant sur de nouvelles bases. Seuls pourront prendre place parmi les constructeurs les éléments de l'ancien parti qui se libéreront de l'héritage du stalinisme. La succession organisationnelle sera-t-elle conservée dans le développement de autres sections et de l'I.C. dans son ensemble ? Là-dessus l'histoire n'a pas rendu son verdict définitif. Seul ceci est évident : il reste très peu de temps pour corriger des erreurs monstrueuses. Si ce temps est perdu, l'Internationale communiste entrera dans l'histoire avec le début glorieux léniniste et la fin infamante stalinienne.

Nous, bolchevicks-léninistes, proposons de faire de l'expérience de l'écrasement du communisme allemand une position de départ pour la renaissance de toutes les autres sections. Nous sommes prêts à y consacrer toutes nos forces. Au nom de cette tâche nous tendons la main à nos plus acharnés adversaires d'hier. Inutile de dire que dans la bataille contre le fascisme, dans la défensive comme dans l'offensive, les bolchevicks-léninistes occuperont leurs places de combat dans les rangs communs comme ils l'ont occupées partout et toujours.

Sous le drapeau de Marx et de Lénine, pour la révolution prolétarienne mondiale, EN AVANT !